



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

Liberté de la Presse, Aperçu mondial Juin – décembre 2008

Les journalistes qui couvrent les organisations criminelles en Amérique latine et les liens entre les responsables publics et ces groupes, restent la cible de violences, d'attaques et d'assassinats. L'impunité prévaut face à l'échec des investigations menées par la police et les autorités judiciaires. Les attaques verbales des dirigeants politiques contre les reporters et les médias critiques n'ont fait qu'envenimer un environnement déjà hostile.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les six derniers mois ont été marqués par une série de reculs dans le domaine de la liberté de la presse, en raison principalement de régimes autocratiques qui n'hésitent pas à prendre des mesures répressives pour empêcher les voix indépendantes de s'exprimer. Les blogueurs de toute la région poursuivent leur lutte incessante pour diffuser des informations ignorées ou censurées par les principaux médias.

Les gouvernements de l'ensemble du continent africain continuent de recourir aux lois sur la diffamation, la sédition et les "atteintes à l'ordre public" pour intimider et sanctionner les médias indépendants et d'opposition. La couverture des rébellions ou les critiques à l'égard des dirigeants du pays, de l'administration ou de l'armée envoient également de nombreux journalistes africains en prison. Malgré les efforts des médias et des organisations de la société civile, la liberté d'expression reste menacée.

La liberté de la presse continue d'être mise à mal dans diverses parties d'Europe et d'Asie Centrale. Les menaces de mort ou les poursuites contre les journalistes qui couvrent les zones de conflit, les crimes de guerre, et le crime organisé restent malheureusement monnaie courante. La situation politique de plus en plus explosive dans le Caucase a pesé lourdement sur les journalistes, quatre d'entre eux ayant trouvé la mort rien qu'au mois d'août.

L'Asie a été la scène d'une violence croissante à l'encontre des journalistes, qu'ils couvrent la corruption et les conflits, ou expriment simplement des opinions divergentes. Des restrictions sévères continuent d'entraver le travail des médias indépendants et la libre circulation de l'information.

AMERIQUES

Journalistes tués : Mexique (2), République dominicaine (1), Venezuela (1)
TOTAL = 4

Les journalistes qui couvrent les organisations criminelles en Amérique latine et les liens entre les responsables publics et ces groupes, restent la cible de violences, d'attaques et d'assassinats. L'impunité prévaut face à l'échec des investigations menées par la police et les autorités judiciaires. Les attaques verbales des dirigeants politiques contre les reporters et les médias critiques n'ont fait qu'envenimer un environnement déjà hostile.



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

Aux **Etats-Unis**, les autorités californiennes ont accepté en novembre de mener un supplément d'enquête sur l'assassinat en août 2007 de Chauncey Bailey, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *The Oakland Post*. Au moment du meurtre, Bailey travaillait sur un article portant sur la situation financière d'une boulangerie, Your Black Muslim Bakery, qui avait déclaré faillite en octobre 2006. Il avait également rapporté des accusations de viol sur mineur contre Yusuf Bey, le fondateur de la boulangerie. Un employé de 19 ans d'une boulangerie locale avait avoué initialement le meurtre, se disant courroucé par la couverture négative de la boulangerie faite par Bailey et son personnel. Mais il s'était ensuite rétracté. Dans un long rapport publié le 25 octobre, le Chauncey Bailey Project, un consortium d'entreprises de presse et de journalistes de la région de la Baie de San Francisco, a mis en évidence d'apparentes irrégularités commises par la police chargée de l'enquête.

En juin, l'éditeur et rédacteur en chef d'un journal publié en ourdou à Houston, *Pakistan Times USA*, a reçu des menaces de mort téléphoniques, et des milliers d'exemplaires de l'hebdomadaire gratuit ont été volés dans des dizaines d'endroits au sud-est du Texas. Ces menaces et ces vols de journaux se sont produits après la publication par le *Pakistan Times USA* d'une annonce de la communauté musulmane Ahmadiyya, une secte jugée hérétique par certains musulmans. *Pakistan Times USA* n'est pas le premier journal ou publication en ourdou à être visé aux Etats-Unis. En mai 2007, l'éditeur et rédacteur en chef du *Urdu Times*, ainsi que le rédacteur en chef du *Pakistan Post*, basés tous deux à New York, avaient été menacés.

Le 28 octobre, des entreprises comprenant Yahoo, Google et Microsoft, et des organisations de défense des droits de l'homme dont Human Rights First, le Comité pour la Protection des Journalistes, Human Rights Watch, et Human Rights in China ont lancé une initiative baptisée "Global Network Initiative: Protecting & Advancing Freedom of Expression et Privacy in the Information & Communication Technology Industry (GNI)." Cette initiative entend aider les entreprises d'information et de communication à protéger et à promouvoir la liberté d'expression et la vie privée dans le monde quand elles sont confrontées à des lois et à des politiques qui s'opposent à ces droits humains fondamentaux. Le lauréat 2007 de la Plume d'Or, Shi Tao, avait ainsi été emprisonné fin 2004 après que le moteur de recherche américain Yahoo eut transmis aux autorités chinoises des informations ayant conduit à son arrestation. Shi purge 10 ans de prison pour "divulgaration de secrets d'état" pour avoir envoyé un courriel sur les restrictions imposées aux médias à l'approche du 15ème anniversaire du massacre de la Place Tienanmen en 2004.

Au **Mexique**, Miguel Angel Villagómez Valle, rédacteur en chef et fondateur du quotidien *La Noticia de Michoacán*, a été exécuté quatre heures après son enlèvement le 9 octobre dans l'état de Michoacán. Ce journal est un petit tabloïd régional qui couvre régulièrement le crime et la politique. Un mois avant sa mort, Villagómez avait dit avoir reçu un appel menaçant sur son téléphone portable. Le 13 novembre, José Armando Rodríguez Carreón, un grand reporter spécialisé dans les affaires criminelles pour le quotidien local *El Diario* basé à Ciudad Juárez, à la frontière avec les Etats-Unis, a été atteint par huit balles tirées par un assaillant non identifié. Dans la semaine précédant le meurtre, Rodríguez avait couvert l'assassinat de deux policiers.



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

Le Mexique est l'une des nations les plus mortelles pour la profession, avec 23 journalistes tués depuis 2000, dont au moins sept en représailles directes pour leur travail. En outre, sept journalistes au moins, qui enquêtaient pour la plupart sur les liens entre les responsables publics et les trafiquants de drogue, ont disparu depuis 2005. L'augmentation de ces disparitions suggère un changement important dans les dangers rencontrés par la presse mexicaine. Ces sept disparitions n'ont pas été résolues à ce jour. Dans ce contexte, il a été proposé à plusieurs reprises de "fédéraliser" les crimes contre les journalistes en faisant de l'obstruction à l'exercice de la liberté d'expression ou de la presse un délit fédéral.

A **Cuba**, 26 journalistes sont toujours en prison. La grande majorité d'entre eux a été arrêtée en mars 2003 lors d'une vague de répression massive contre la presse indépendante du pays et la dissidence locale, connue sous le nom de "Printemps noir." Ils ont écopé de 14 à 27 ans de prison après des procès expéditifs. Les journalistes emprisonnés font l'objet de mauvais traitements et vivent dans des conditions effroyables, la plupart d'entre eux ayant contracté de graves problèmes de santé pour lesquels ils se voient régulièrement refuser tout traitement médical. La famille des journalistes est sous surveillance et est souvent harcelée. Cuba reste le plus grand geôlier de journalistes au monde, juste derrière la Chine.

En **République dominicaine**, Normando Garcia Reyes, caméraman et producteur pour l'émission quotidienne d'information *Detras de la Noticia* (les coulisses de l'information) sur Teleunion, a été abattu début août. Garcia Reyes avait reçu, semble-t-il, plusieurs menaces de mort le prévenant qu'il allait mourir s'il continuait à couvrir les affaires criminelles. La voiture du journaliste avait été incendiée huit mois avant le meurtre.

Septembre a vu une recrudescence des attaques violentes et des menaces contre les journalistes qui couvrent l'agitation civile dans différentes régions de **Bolivie**. Les protestations antigouvernementales qui ont fait au moins 18 tués et des dizaines de blessés sont survenues alors que les groupes d'opposition réclamaient une plus grande part des bénéfices liés au gaz dans le pays et une plus grande autonomie, et s'opposaient à une réforme constitutionnelle.

Fin août, le Président **colombien** Alvaro Uribe a appelé à une enquête judiciaire contre Daniel Coronell, directeur de l'information pour la chaîne de télévision Canal Uno et chroniqueur au magazine hebdomadaire *Semana*, disant que le journaliste avait enfreint la loi en ne dévoilant pas immédiatement une interview par vidéo dans laquelle le gouvernement était lié à une affaire de pots-de-vin. Des officiels de haut rang auraient offert des pots-de-vin à une ancienne membre du Congrès, Yidis Medina, en échange de son vote en faveur d'un amendement constitutionnel qui a permis à Uribe de briguer un nouveau mandat en 2006.

Les journalistes au **Venezuela** font l'objet de menaces et de violence dans un environnement qui reste hostile à la presse indépendante et d'opposition. En juin, Pierre Fould Gerges, Vice-Président du quotidien *Reporte Diarie de la Economía*, a été tué à bout portant. Ce meurtre est survenu après des mois de menaces de mort contre le personnel du journal, apparemment liées à la position critique du quotidien envers la corruption gouvernementale.



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

La Présidente du **Chili**, Michelle Bachelet, a signé le 11 août la Loi sur la transparence des fonctions publiques et sur l'accès aux informations des services administratifs. Cette loi établit que chacun a le droit de demander et de recevoir des informations de n'importe quelle institution publique, y compris les entreprises publiques.

En juillet, le domicile du journaliste **brésilien** Jeso Carneiro a été incendié dans la ville de Santarém, Pará. Carneiro est le rédacteur de la section politique du journal hebdomadaire *Gazeta de Santarém* et il tient également un blog. Carneiro pense que cette attaque est liée à ses reportages critiques sur les hommes politiques locaux. En 2000, son véhicule avait été incendié dans le garage de sa maison et en 2002, le bâtiment du journal *Gazeta de Santarém* avait également été victime d'un incendie criminel.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Journalistes tués : Iraq (6)
TOTAL = 6

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les six derniers mois ont été marqués par une série de reculs dans le domaine de la liberté de la presse, en raison principalement de régimes autocratiques qui n'hésitent pas à prendre des mesures répressives pour empêcher les voix indépendantes de se faire entendre. Les blogueurs de toute la région poursuivent leur lutte incessante pour diffuser des informations ignorées ou censurées par les principaux médias.

Malgré un net déclin des assassinats de journalistes en **Iraq** depuis le début de l'année, les chiffres sont encore élevés, avec 6 journalistes tués depuis juin. La guerre en Iraq est le conflit armé le plus meurtrier pour les médias depuis la Seconde Guerre Mondiale et selon des sources internationales, personne n'a jamais été inculpé pour le meurtre d'un seul journaliste en Iraq. Le ministère iraquien de l'Intérieur et l'association Journalistic Freedoms Observatory in Iraq (JFO) ont créé conjointement en octobre une ligne d'accueil téléphonique pour les journalistes en danger, à peine quelques semaines après que le Ministère eut mis sur pied une brigade policière spéciale pour enquêter sur les meurtres de journalistes en vue de renforcer la protection des journalistes et de mettre fin à l'impunité.

Les journalistes ont souvent été la cible des dirigeants religieux en **Arabie saoudite** pour avoir écrit des articles ou diffusé des émissions jugées "blasphématoires" et "anti-islamiques". Dans le dernier cas, un haut dignitaire religieux saoudien, Sheikh Saleh al-Luhidan, a lancé une fatwa le 12 septembre contre les propriétaires des stations de tv satellitaires arabes qui sèment la "dépravation". Les autorités continuent d'arrêter et de persécuter les blogueurs et d'interdire les sites web dédiés aux droits de l'homme. Le blogueur Roshdi Algadir, arrêté le 4 novembre, aurait été battu et obligé d'accepter par écrit de ne plus jamais publier son travail sur Internet. La raison de cette attaque est un poème qu'Algadir avait publié sur son blog.



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

La situation de la liberté de la presse au **Yémen** s'est détériorée au cours des six derniers mois. Le gouvernement yéménite renforce son emprise sur les médias en poursuivant les journalistes et en interdisant plusieurs sites web dans un effort pour limiter la libre circulation de l'information sur des sujets controversés. Il est conseillé aux journalistes de ne pas couvrir les "questions sécuritaires" et les actions du gouvernement contre les terroristes. Deux critiques véhéments du gouvernement ont été condamnés à la prison ces six derniers mois. Le 11 juin, la cour de sécurité de l'état a condamné Abdelkarim Al-Khaiwani, rédacteur en chef du journal *Al-Shour*, à six ans de prison. Al-Khaiwani a été jugé pour sa couverture du conflit à Sa'ada, une province qui abriterait soi-disant des terroristes. Al-Khaiwani a été libéré le 25 septembre à la faveur d'une grâce présidentielle, en l'honneur apparemment du mois sacré du Ramadan.

Quelques mois après les violents affrontements survenus au **Liban** début mai, les professionnels des médias sont encore fréquemment ciblés et menacés. Les accréditations de presse délivrées par le Ministère libanais de l'Information ne sont toujours pas respectées dans les régions contrôlées par le Hezbollah, où les journalistes doivent obtenir la permission du bureau de presse du parti. Trois journalistes brésiliens ont été arrêtés le 15 août par le Hezbollah alors qu'ils filmaient un reportage lié à la guerre dans un restaurant dans le quartier de Dahiyeh au sud de Beyrouth, trois jours après la brève détention du journaliste français David Hury par le Hezbollah. Le blogueur Tariq Saleh, basé à Beyrouth, qui a été arrêté avec les Brésiliens, a rapporté dans son blog que les reporters avaient demandé au Hezbollah la permission de filmer dans la région, une permission qui leur avait été refusée.

En Syrie, les autorités continuent d'arrêter, d'emprisonner et de harceler les journalistes et les dissidents qui défient la politique du Président Bashar al-Asad, appellent aux réformes démocratiques, ou préconisent des changements dans les relations entre la Syrie et le Liban. Douze signataires de la Déclaration de Damas, dont trois journalistes, ont été condamnés le 29 octobre à 30 mois de prison pour "publication de fausses informations dans le but de nuire à l'état", "d'appartenance à une organisation secrète visant à déstabiliser l'état" et "d'incitation aux tensions ethniques raciales." Signée en octobre 2005 par des représentants de l'opposition et des membres influents de la société civile, la Déclaration de Damas est un appel au changement de politique gouvernementale, aux libertés politiques, au respect des minorités ethniques et religieuses, à la séparation des pouvoirs et à la liberté d'expression.

Les médias dans les **Territoires Palestiniens** continuent de faire les frais du conflit interne entre le parti islamiste Hamas, qui contrôle la Bande de Gaza, et le parti du Président Mahmoud Abbas, le Fatah, en Cisjordanie. Les dirigeants du Hamas ont annoncé le 13 octobre un nouveau système d'accréditation pour toutes les entreprises de télécommunications, les fournisseurs de services Internet, les médias audiovisuels et les agences de presse, renforçant le contrôle des médias dans la Bande de Gaza. Entre temps, le 6 novembre, le Ministère israélien de la défense a annoncé une interdiction qui empêcherait des dizaines de journalistes étrangers d'entrer dans la Bande de Gaza.

En Afrique du Nord, les journaux en **Algérie**, au **Maroc** et en **Egypte** sont tombés sous le coup de nouvelles attaques des autorités ces six derniers mois. Pour exercer des pressions sur les médias jugés trop critiques, les gouvernements de ces pays n'hésitent pas à poursuivre, arrêter et



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

infliger des amendes exorbitantes aux entreprises de médias visées qui compromettent leur existence, quand ils ne les interdisent pas purement et simplement.

En **Algérie**, les pressions étatiques et la censure se poursuivent. Des éditeurs de journaux et des journalistes se retrouvent chaque jour sur les bancs des tribunaux pour diffamation ou insulte publique. En juin, le gouvernement a retiré l'accréditation du chef de bureau de l'AFP et du correspondant de Reuters pour avoir exagéré le nombre de victimes de l'attentat à la bombe de Beni Amrani le 8 juin et pour avoir inventé l'attaque inexistante d'une gare routière dans la ville de Bouira le lendemain. Dans une affaire séparée, la police a empêché l'impression et la distribution du livre de l'éminent journaliste algérien Mohamed Benchicou, "Journal d'un homme libre". Cette injonction a empêché Benchicou de présenter son ouvrage durant la 13ème Foire Internationale du Livre à Alger, qui s'est tenue du 27 octobre au 5 novembre.

Le Ministère **marocain** des Communications a annoncé le 31 octobre une interdiction sur la distribution de l'édition internationale de l'hebdomadaire français *L'Express* pour "attaque contre l'Islam." Les autorités algériennes et tunisiennes ont également décidé d'interdire ce numéro de *L'Express*.

En **Egypte**, le gouvernement a poursuivi son tour de vis contre les médias. Début août, il a introduit de nouvelles réglementations imposant aux cafés Internet d'exiger des informations personnelles des utilisateurs. On craint que l'obligation de fournir des détails personnels ne dissuade les gens de surfer librement sur le web ou de participer spontanément aux forums en ligne. Courant octobre et novembre, les services de sécurité égyptiens ont mené une campagne agressive contre les blogueurs et les activistes d'Internet qui critiquent le régime autoritaire du pays, perquisitionnant le domicile de plusieurs blogueurs en vue, confisquant leurs ordinateurs, les arrêtant et les poursuivant en justice.

Sous le Président Ben Ali, la **Tunisie** continue d'être un des pays les plus répressifs du monde arabe, n'autorisant aucun média indépendant et punissant impitoyablement les journalistes et les défenseurs de la liberté. En septembre, des agents de la sécurité ont arrêté le journaliste internet Slim Boukhdhir pendant deux heures, exigeant qu'il arrête son travail. Boukhdhir venait d'écrire un article incitant Ben Ali à suivre les conseils de la Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, et à desserrer l'emprise de l'état sur la société civile. Les autorités ont déjà harcelé Boukhdhir par le passé, l'emprisonnant durant plusieurs mois au début de l'année. Dans une autre affaire, le procureur public a cité à comparaître en octobre Neziha Rejiba, rédactrice en chef du magazine en ligne *Kalima* et une des journalistes les plus critiques du pays. Dans un article écrit pour l'hebdomadaire *Mouatinoun*, Rejiba accusait le gouvernement d'être derrière la récente destruction de *Kalima*. Les autorités ont également saisi tous les exemplaires de *Mouatinoun*.

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Journalistes tués : République démocratique du Congo (1), Somalie (1), Nigeria (1)



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

TOTAL = 3

Les gouvernements de l'ensemble du continent africain continuent d'avoir recours aux lois sur la diffamation, la sédition et les "atteintes à l'ordre public" pour intimider et sanctionner les médias indépendants et d'opposition. La couverture des rébellions ou les critiques à l'égard des dirigeants du pays, de l'administration ou de l'armée envoient également de nombreux journalistes africains en prison. Malgré les efforts des médias et des organisations de la société civile, la liberté d'expression reste menacée.

Au **Sénégal**, jadis un des phares de la liberté d'expression en Afrique occidentale, El Malick Seck, rédacteur en chef du quotidien *24 Heures Chrono*, a été condamné le 12 septembre à trois ans de prison par un tribunal de Dakar pour "acte de nature à troubler l'ordre public et à occasionner des troubles politiques graves", "diffusion de fausses nouvelles", "injure publique" et "recel de documents administratifs". *24 Heures Chrono* a été suspendu pendant trois mois. Ces accusations sont liées à un article publié le 28 août prétendant que le Président Abdoulaye Wade et son fils Karim seraient impliqués dans une affaire de blanchiment d'argent. Le journal privé *L'As* a également été la cible d'attaques cet été.

Le 18 août, Fatou Jaw Manneh, collaboratrice du site web **AllGambian.net**, a été condamnée à quatre ans de prison pour "sédition" et publication de "fausses nouvelles visant à effrayer et à alarmer le public", pour avoir critiqué le Président Yahya Jammeh. Ex-reporter au quotidien privé *Daily Observer*, elle avait été jugée pour un article d'octobre 2005 dans lequel elle accusait le Président Jammeh de "réduire notre cher pays en lambeaux".

Gina Ama Blay, CEO du *Daily Guide*, qui représente l'Association des Editeurs de la Presse privée du **Ghana** au Conseil de l'AMJ, a reçu plusieurs menaces de mort en juillet de la part d'un individu prétendant être un soldat des forces armées.

Moussa Kaka, directeur de la radio privée Saraounia et correspondant au **Niger** de Radio France Internationale (RFI), a été libéré le 7 octobre. Accusé de "complicité dans un complot contre l'autorité de l'Etat", il avait été arrêté à Niamey le 20 septembre 2007. Le procureur public prétendait que ses coups de téléphone avec un des dirigeants du Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ), un groupe rebelle touareg, était la preuve de sa "connivence" avec les rebelles. Kaka a été libéré en échange d'une caution mais reste toujours inculpé d'avoir "mis en danger la sécurité de l'état pour ses liens présumés avec les rebelles touaregs au nord du pays".

L'utilisation d'accusation de sédition s'est intensifiée au **Nigeria** pour intimider et sanctionner les journalistes qui couvrent les affaires de corruption et de mauvaise gestion à un haut niveau. Un autre domaine extrêmement sensible de reportage est la région du delta du Niger, où l'armée nigériane lutte contre plusieurs groupes armés. Le 17 octobre, Jonathan Elendu, un blogueur nigérian basé aux Etats-Unis qui écrit régulièrement des articles sur la corruption et la situation dans le delta du Niger, a été placé en garde à vue à son arrivée à Abuja où il rendait visite à sa famille. Il a été détenu sans charge pendant 11 jours par la police secrète nigériane qui a déclaré qu'il faisait l'objet d'une enquête pour "actes de sédition."



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

La presse privée **soudanaise** continue d'être soumise à la censure avant impression (rétablie par le gouvernement en février 2008). Courant novembre, des journalistes et des rédacteurs en chef soudanais ont amplifié leurs efforts pour protester contre la censure et les arrestations. Le 4 novembre, entre 150 et 300 journalistes ont entamé une grève de la faim et exigé l'application de la législation sur la liberté de la presse. Toutefois, le 17 novembre, les réactions de la police se sont également intensifiées pour atteindre un niveau sans précédent. Soixante-trois journalistes ont été arrêtés, détenus pendant quelques heures, et convoqués ultérieurement devant le tribunal pour avoir protesté contre la censure devant le parlement.

En **Ethiopie**, Amare Aregawi, rédacteur en chef des journaux privés *Reporter en amharique* et en anglais, a été arrêté pendant six jours au mois d'août avant d'être libéré pour ses articles sur un litige opposant les employés à la direction de la brasserie Dashen, qui aurait soi-disant licencié 70 personnes environ sans respecter les procédures appropriées.

Quatorze journalistes, dont Dawit Isaac, le fondateur de l'hebdomadaire aujourd'hui disparu *Setit*, sont toujours derrière les barreaux en **Erythrée**, généralement tenus au secret dans des prisons secrètes. L'Erythrée est l'un des régimes africains les plus répressifs envers les médias et le plus grand geôlier de journalistes en Afrique.

En **Somalie**, Nasteh Dahir Farah, le Vice-président du Syndicat National des Journalistes somaliens (NUSOJ), est mort, victime d'un attentat ciblé le 7 juin. Nasteh travaillait également pour le BBC Somali Service et comme journaliste freelance pour l'agence de presse Reuters. Rien qu'en 2007, huit journalistes somaliens ont été tués en raison de leur profession, le deuxième plus fort taux de victimes après l'Iraq.

En Somalie toujours, la journaliste canadienne Amanda Lindhout et le photojournaliste australien Nigel Brennan ont été enlevés le 23 août à KM13, un quartier situé à l'ouest de Mogadiscio. Le photojournaliste somalien Abdifatah Mohammed Elmi, qui était l'assistant des deux journalistes, a également été kidnappé ainsi que leur chauffeur, Mahad. On a appris le 24 août que Lindhout, Brennan, Elmi et Mahad étaient détenus par des milices à Suqa Holaha, un quartier au nord-est de Mogadiscio. Les raisons de ces enlèvements n'ont pas été établies. Le 26 novembre, deux journalistes étrangers et deux journalistes somaliens ont été enlevés à Bossasso dans la région semi-autonome du Puntland. Les reporters étrangers se trouvaient dans la région pendant une semaine pour écrire des articles sur la piraterie. Les journalistes locaux les aidaient et leur servaient de guide-interprètes.

Un niveau élevé de pressions économiques et politiques continue de compromettre l'indépendance des entreprises de presse au **Gabon**. Le Conseil National des Communications reste un instrument central dans l'arsenal utilisé par le gouvernement pour réduire les journalistes critiques au silence.

En **République démocratique du Congo**, les violations de la liberté de la presse se poursuivent sans relâche. Le journaliste Didace Namujimbo de Radio Okapi a été tué à bout portant le 21 novembre sans mobile apparent. Radio Okapi, un projet conjoint de la MONUC et de la Fondation suisse Hironnelle, joue un large rôle dans les efforts des médias pour combattre la



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

violence. Ses journalistes, toutefois, encourent des dangers. Namujimbo est le second journaliste de la station à être tué en un an à peine. En juin 2007, Serge Maheshe a été abattu et le procès qui s'en est suivi n'a pas abouti. Ni les assassins de Namujimbo ni ceux de Maheshe n'ont été identifiés.

Dans le contexte des élections partielles controversées en **Zambie** qui ont officiellement porté au pouvoir le Président Rupiah Banda le 2 novembre, les violations de la liberté de la presse, allant du harcèlement aux menaces de poursuites judiciaires et de licenciement en passant par les menaces de fermeture d'entreprises de médias, l'interdiction pour les journalistes d'assister aux meetings politiques, et l'interdiction de publier ou de diffuser certain types de sujets, sont en augmentation.

En juin, le gouvernement **zimbabwéen** a imposé une taxe sur les journaux, magazines et périodiques importés au titre de "produits de luxe" dans un effort pour empêcher la presse indépendante d'atteindre la population du Zimbabwe. Toutes les publications étrangères sont aujourd'hui considérées comme des produits de luxe et sont donc soumises à une taxe à l'importation de 40 pour cent. Celle-ci vise particulièrement les sources d'information basées en Afrique du Sud, qui ont été extrêmement importantes pour les Zimbabwéens. *The Zimbabwean*, un journal bihebdomadaire imprimé en Afrique du Sud et distribué ensuite au Zimbabwe, a ainsi été obligé de payer presque 20.000 US\$ par semaine et a dû ramener sa diffusion de 200.000 à 60.000 exemplaires. Par ailleurs, le groupe de presse gouvernemental Zimbabwe Newspapers (Zimpapers) a suspendu en novembre la publication de son magazine mensuel *Trends* et du tabloïd hebdomadaire populaire *Umthunywa* en raison d'une pénurie critique de papier journal. Cette pénurie a sérieusement affecté d'autres publications du groupe, notamment *The Herald*, *The Chronicle* et *The Sunday Mail*.

Au **Lesotho**, un hebdomadaire aujourd'hui disparu, *The Mirror*, son rédacteur en chef et son imprimerie ont été condamnés à 50 000 M (5.700 euros) d'amende le 29 septembre pour avoir diffamé le Premier ministre Pakalitha Mosisili dans un article publié en avril 2001 qui contenait, selon la cour, "des insinuations politiques extrêmement diffamatoires." Le tribunal a déclaré que "Ces justifications étaient totalement infondées et les accusés les ont publiées négligemment, sans prendre la peine de vérifier leur véracité."

Au **Swaziland**, le gouvernement a eu recours aux lois anti-terroristes promulguées en mai 2008 pour étouffer l'opposition et les discours controversés. Les journalistes ont été de plus en plus visés, et le nombre d'arrestations a augmenté.

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Journalistes tués : Croatie (2), Russie (2), Georgie (3)
TOTAL = 7

La liberté de la presse continue d'être mise à mal dans diverses parties d'Europe et d'Asie Centrale. Les menaces de mort ou les poursuites contre les journalistes qui couvrent les zones de



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

conflits, les crimes de guerre, et le crime organisé restent malheureusement monnaie courante. La situation politique de plus en plus explosive dans le Caucase a pesé lourdement sur les journalistes, quatre d'entre eux ayant trouvé la mort rien qu'au mois d'août.

Le **Conseil de l'Europe** envisage d'adopter la Convention sur l'accès aux documents officiels qui a été extrêmement critiquée lors du processus de rédaction du projet. Cette Décision du Conseil prime sur une résolution adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (PACE) le 3 octobre 2008, appelant à la refonte du document. Plus de 250 associations de la société civile et organisations internationales non gouvernementales ont souligné à plusieurs reprises des faiblesses majeures dans le projet de traité, en particulier la définition restreinte des "autorités publiques" qui exclut les principales fonctions des organes législatifs et judiciaires et autorise les Etats Membres à apporter des réserves à n'importe quelle clause de la Convention.

Ivo Pukanic, propriétaire et directeur de l'hebdomadaire politique **croate** *Nacional*, et Niko Franjic, directeur marketing du titre, ont tous deux été tués lors de l'explosion d'une bombe placée sous la voiture de Pukanic devant les locaux du journal au centre de Zagreb, le 23 octobre 2008. *Nacional* dénonçait souvent la corruption, le crime organisé et les violations des droits de l'homme. Les autorités croates ont condamné cette attaque en promettant de faire rapidement le nécessaire pour retrouver les meurtriers.

Les journalistes qui couvrent la mafia en **Italie** continuent d'être victimes de menaces de violence et plusieurs d'entre eux travaillent sous protection policière. En octobre, Roberto Saviano, un journaliste qui a dénoncé les membres de la mafia napolitaine dans son roman révolutionnaire "Gomorra", a reçu des menaces de mort le prévenant que la Camorra avait décidé de le supprimer d'ici Noël. Saviano a donc décidé de quitter l'Italie après avoir vécu depuis deux ans déjà sous protection policière permanente.

On envisage d'appliquer ou on applique déjà des réglementations affaiblissant la confidentialité des sources en plusieurs pays européens. En **France**, des journalistes ont subi des pressions judiciaires et policières portant sur la confidentialité de leurs sources. Le Sénat français devrait débattre d'un nouveau projet de loi sur la protection des sources journalistiques, qui contient toutefois une clause problématique en vertu de laquelle les reporters pourraient avoir à révéler leurs sources si "un impératif pressant l'exige."

Le Parlement **suédois** a approuvé le 18 juin un projet de loi controversé permettant de contrôler tous les courriels et appels téléphoniques internationaux au nom de la sécurité nationale. Ce vote a suscité le débat politique le plus enflammé dans le pays depuis des années et a déclenché une vague de protestations dans le public, les médias et les entreprises.

La Haute Cour de Justice du **Royaume-Uni** a adopté le 26 juin une décision obligeant le journaliste indépendant et auteur Shiv Malik de fournir à la police les sources de son livre "Leaving Al-Qaida: Inside the Mind of a British Jihadist."

Le Bundesrat en **Allemagne** (la Chambre haute du Parlement) a fait échouer le 28 novembre un projet de loi anti-terroriste – le projet de *Loi sur la défense contre les dangers du*



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

terrorisme international – qui aurait contraint les journalistes à révéler leur matériel de recherche et leurs sources. Un récent sondage réalisé par Privacy International, un observatoire des droits de l'homme, sur les conséquences des législations anti-terroristes sur la liberté des médias en Europe, commandité par le Conseil de l'Europe, révèle les menaces qui font peser les lois anti-terroristes sur la liberté de la presse et sur la protection des sources. Ce rapport constate que ces lois ont déjà gravement affecté la liberté d'expression tout en offrant peu d'avantage dans la lutte contre le terrorisme, et que les gouvernements semblent les utiliser à leurs propres fins politiques.

Le journal **espagnol** *El Correo* a été la cible d'une attaque à la bombe le 8 juin. La police a attribué cette attaque au groupe séparatiste basque espagnol ETA. Selon certains rapports, une bombe a explosé derrière l'imprimerie d'*El Correo* dans la ville de Zamudio. Cinquante employés du journal étaient présents dans le bâtiment au moment de l'explosion, mais aucun d'eux n'a été blessé.

Les avocats du Premier ministre **slovène** Janez Jansa ont porté plainte auprès du Procureur de la République contre l'auteur de l'émission intitulée "*La vérité sur Patria*", diffusée le 1er septembre par la chaîne publique finlandaise YLE. Cette émission prétendait que des membres du gouvernement slovène, notamment le Premier ministre, avaient accepté des pots-de-vin de l'entreprise de défense finlandaise Patria.

Les attaques violentes contre les reporters et les professionnels des médias ont augmenté en **Bulgarie**. Le 22 septembre, Ognian Stefanov, rédacteur en chef du site web d'investigation Frognews, a été attaqué et frappé par quatre individus non identifiés alors qu'il quittait un restaurant à Sofia. Grièvement blessé, il a été admis à l'hôpital et est resté inconscient pendant trois jours.

La chambre haute de **Roumanie**, le Sénat, a adopté à l'unanimité le 26 juin un projet de loi obligeant les chaînes de radio et de télévision à transmettre des informations positives et négatives à proportions égales. Toutefois, le 9 juillet, le Tribunal Constitutionnel a invalidé cette loi, la déclarant anticonstitutionnelle.

Selon des sources, plusieurs professionnels des médias en **Bosnie-Herzégovine** ont reçu des lettres menaçantes en septembre suite à leur couverture du Festival Gay, qui a eu lieu à Sarajevo et était consacré aux questions d'identité, de sexualité et de droits de l'homme.

Suite à l'arrestation de Radovan Karadzic, le chef de guerre serbe bosniaque et à sa mise en examen par le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (ICTY) le 21 juillet, les journalistes en **Serbie** ont été confrontés à une autre vague de menaces et d'attaques durant les manifestations des organisations nationalistes de droite. Entre autres incidents, des membres des mouvements ultranationalistes *Obraz* et *1389* ont envahi les locaux de l'agence de presse BETA à Belgrade le 30 août, exigeant que l'agence couvre ses manifestations contre l'arrestation de Karadzic.

La situation des médias en **Turquie** s'est sérieusement dégradée ces derniers mois, des centaines de blogs et de sites web étant interdits, et le plus grand groupe de médias étant



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

directement attaqué par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui a accusé à plusieurs reprises Aydin Dogan, le propriétaire du groupe Dogan Media, d'utiliser ses journaux pour le diffamer. Erdogan a appelé ses partisans politiques à "ne pas ramener ces journaux chez eux."

Avant les élections parlementaires de septembre en **Biélorussie**, une nouvelle loi restrictive sur les médias a été adoptée par le Parlement et ratifiée par le Président Alexander Lukashenko, permettant aux autorités de renforcer leurs pressions sur les médias indépendants et de limiter la liberté de la presse. Le 9 septembre, le tribunal du district de Iuje a décrété qu'une édition du journal *Svaboda* non enregistré était "extrémiste" et a détruit ses 5.000 exemplaires. Il a été annoncé fin novembre que les journaux d'opposition *Nasha Niva* et *Narodnaya Vola* reprendraient leur publication en Biélorussie après des années d'interdiction. Les restrictions gouvernementales sur l'utilisation des imprimeries de l'état en 2004 et 2005 avaient contraint de nombreux journaux de l'opposition à imprimer en dehors du pays. Cette annonce fait suite à la décision le 13 octobre du Conseil de l'Union européenne de lever partiellement les sanctions contre la Biélorussie.

En **Russie**, les professionnels des médias travaillent dans un environnement de plus en plus hostile. Des journalistes sont régulièrement poursuivis et condamnés en application d'une législation restrictive sur les médias et du Code pénal. Des journaux d'opposition sont saisis, des sites internet bloqués, et leurs rédacteurs en chef accusés d'injure et de diffamation. Le procès de quatre hommes inculpés d'avoir participé au meurtre d'Anna Politkovskaya en octobre 2006 s'est ouvert le 17 novembre au tribunal militaire du district de Moscou.

Le tribunal du district de Kirov dans la république d'Asie centrale de Bashkortostana a condamné en juillet 2008 Viktor Shmakov, le Rédacteur en chef du journal indépendant *Provintsiialnye Vesti* et le journaliste écrivain Airat Dilmukhametov, à deux ans de prison avec sursis. Les deux hommes ont été accusés de violation de la Constitution de la Fédération russe et des lois sur les médias, et d'extrémisme. La publication de leurs journaux a été suspendue.

Dans le **Nord-Caucase**, les médias sont toujours soumis à un niveau élevé de pressions politiques, de lois répressives, de harcèlement administratif, de menaces directes et d'accusations de diffamation. Alors que les principales opérations de combat contre les forces séparatistes en Tchétchénie ont cessé, l'Ingouchétie, le Daguestan et d'autres provinces voisines souffrent toujours des fusillades entre les services de sécurité russes et des factions locales.

Deux hommes non identifiés ont tué le 4 septembre Telman Alishayev, animateur de l'émission "Peace to Your Home," diffusée par *TV-Chirkei* à Makhachkala, la capitale régionale de la République du **Daguestan**, au sud de la Russie. En 2006, Alishayev avait réalisé un documentaire intitulé "Le Wahhabisme ordinaire" qui critiquait la secte conservatrice de l'islam sunnite et sa récente propagation dans la Daguestan.

Critique virulent de la politique du Kremlin dans le Caucase, Magomed Yevloyev, est mort d'une balle dans la tête pendant sa garde à vue le 31 août. Yevloyev avait fondé et dirigeait le site web *Ingushetiya.ru*, une source majeure d'information en **Ingouchétie** et dans la région. Le site critiquait ouvertement le président ingouch qui menaçait souvent de le fermer. Les



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

autorités ont intenté plus d'une dizaine de procès à *Ingushetiya.ru* durant l'année écoulée. Le 6 juin, un tribunal du district de Moscou a ordonné sa fermeture pour extrémisme. Plus tôt en août, la rédactrice en chef d'*Ingushetiya.ru*, Roza Malsagova a fui la Russie après avoir fait l'objet de harcèlement, de menaces et de passages à tabac de la part des autorités ingouch. Elle a demandé l'asile politique en Europe de l'Ouest.

La Cour Suprême d'**Azerbaïdjan** a maintenu le 4 septembre la décision de la Cour d'appel condamnant Eynulla Fatullayev, rédacteur en chef des journaux indépendants *Realni Azerbaijan* et *Gundelik Azerbaijan*, à huit ans et demi de prison pour terrorisme, incitation à la haine raciale et fraude fiscale. Fatullayev fait l'objet de pressions et de harcèlement en prison, notamment depuis l'annonce fin septembre que la Cour européenne des droits de l'homme a accepté d'examiner son cas. Un autre journaliste emprisonné, Sakit Zahidov, est victime de harcèlement et privé de soins médicaux appropriés. La campagne pour les élections présidentielles d'octobre en Azerbaïdjan a été à peine couverte par les médias d'état, à l'exception du Président Ilham Aliev qui brigait un second mandat.

Trois journalistes ont été tués et de nombreux autres blessés lors d'une lutte en août entre les forces russes, **georgiennes** et locales dans la région contestée d'Ossétie du Sud. Alexander Klimchuk, qui couvrait le conflit pour l'agence de presse russe *Itar-Tass*, et Grigol Chikhladze, qui était en mission pour *Russian Newsweek* ont été tués le 10 août. Le 12 août, le caméraman néerlandais de RTL Nieuws Stan Storimans a trouvé la mort dans la ville de Gory. En raison des difficultés d'accès à la région, la libre circulation de l'information était bloquée et il s'est avéré difficile de vérifier les bulletins d'information sur le conflit et sur les pertes civiles. Au début du conflit, le gouvernement a interdit la retransmission de la télévision russe en Georgie en raison de son utilisation prétendue de la propagande pour justifier le conflit. L'interruption et la censure des sites web aurait été pratiquée des deux côtés.

Le journaliste **arménien** Edik Baghdasarian, rédacteur en chef du magazine d'information en ligne *Hetq*, basé à Yerevan, a été attaqué par trois hommes non identifiés le 17 novembre devant son bureau. Les autorités arméniennes ont dénoncé cette attaque et se sont engagées à ouvrir une enquête.

En **Ouzbékistan**, les journalistes indépendants sont harcelés et menacés alors que les restrictions appliquées aux reporters étrangers et à leurs correspondants locaux ont augmenté. Un tribunal du district de la République autonome d'Ouzbékistan, le Karakalpakstan, a condamné le 10 octobre Salidzhon Abdurakhmanov, militant des droits de l'homme et journaliste indépendant, à 10 ans de prison pour possession de drogues dans l'intention d'en faire commerce, même si sa prise de sang a révélé qu'il ne se droguait pas. L'emprisonnement d'Abdurakhmanov intervient au moment où le Conseil de l'Union européenne a partiellement levé les sanctions contre l'Ouzbékistan malgré son mauvais bilan dans le domaine des droits de l'homme.

Au **Turkménistan**, le contributeur de Radio Free Europe (RFE) Sazak Durdymuradov a été libéré en juillet de l'hôpital psychiatrique dans lequel il avait été admis contre son gré après avoir été arrêté par la police secrète le 20 juin. Durdymuradov aurait été battu, torturé et soumis à des pressions pour signer une lettre disant qu'il acceptait de ne plus travailler pour RFE.



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

ASIE

Journalistes tués : Afghanistan (1), Cambodge (1), Inde (4), Pakistan (4), Philippines (4), Sri Lanka (1), Thaïlande (4)
TOTAL = 19

L'Asie a été la scène d'une violence croissante à l'encontre des journalistes, qu'ils couvrent la corruption et les conflits ou expriment simplement des opinions divergentes. Des restrictions sévères continuent d'entraver le travail des médias indépendants et la libre circulation de l'information.

Les autorités **chinoises** ont failli à respecter leurs engagements pris en aval de l'attribution des Jeux olympiques de Pékin 2008. Les reporters étrangers n'ont pas pu travailler, de nombreux sites web liés aux informations, aux droits de l'homme et aux associations pro-tibétaines ayant été bloqués dans le Centre de presse olympique principal, malgré un assouplissement temporaire des réglementations sur les médias permettant notamment aux reporters étrangers de voyager sans autorisation préalable et de choisir les personnes qu'ils souhaitaient interviewer. Ces règles ont été étendues au-delà de la date d'expiration fixée au 17 octobre, signalant un climat moins restrictif pour la presse étrangère en Chine. En revanche, non protégés par ces réglementations, les journalistes chinois restent sous l'œil permanent du département de la propagande centrale du gouvernement chinois qui censure strictement les reportages sur des questions comme le scandale du lait contaminé et la crise financière. En outre, l'Administration générale de la presse et des publications de la RPC (GAPP) a publié le 7 novembre une nouvelle série de directives stipulant que seuls les journalistes portant des cartes GAPP seraient considérés comme des professionnels légitimes. Plusieurs journalistes chinois ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison ces six derniers mois.

En **Birmanie**, les autorités continuent d'imposer de sévères restrictions sur les médias, censurant toutes les voix dissidentes et limitant excessivement l'accès à Internet, isolant ainsi le pays du reste du monde. Le Bureau de la Censure du Gouvernement militaire a récemment envoyé à tous les médias birmans une directive contenant 10 règles pour les rédacteurs en chef et les sanctions applicables en cas de non respect de ces règles, parmi lesquelles l'emprisonnement, la confiscation et la suspension des droits de publication. Selon des bulletins d'information internationaux, des tribunaux ont condamné au moins 100 personnes en Birmanie depuis le début novembre. Dans le dernier développement, le blogueur et militant des droits de l'homme Maung Thura a été condamné à 45 ans de prison le 21 novembre pour violation de la Loi électronique, en réalité pour avoir aidé les survivants et enregistré sur vidéo les dégâts causés par le cyclone Nargis en mai. Le lendemain de son arrestation, des médias contrôlés par l'état ont adressé une mise en garde à ceux qui enverraient des images vidéos sur les secours à des agences de presse étrangères. Dans deux cas similaires, le blogueur Nay Phon Latt a été condamné à 20 ans de prison et le célèbre musicien birman Win Maw à six ans d'emprisonnement pour "envoi de fausses nouvelles à l'étranger." Le 23 septembre, le lauréat de la Plume d'Or 2001 de l'AMJ, U Win Tin, qui était incarcéré depuis juillet 1989, a été libéré de prison.



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

Au **Vietnam**, le gouvernement continue de harceler, arrêter et poursuivre des journalistes, des écrivains et des blogueurs, réduisant au silence les voix critiques et les journalistes d'investigation. Nguyen Viet Chien, reporter au quotidien vietnamien *Thanh Nien*, qui écrivait des articles majeurs sur la corruption au plus haut niveau gouvernemental, a été condamné le 15 octobre par le tribunal du peuple de Hanoï à deux ans de prison après avoir été reconnu coupable d'"avoir abusé des libertés démocratiques pour enfreindre les intérêts de l'état". Dans le même procès, Nguyen Van Hai, reporter au quotidien *Tuoi Tre*, s'est vu condamner à deux ans de rééducation. Le gouvernement a retiré leur carte de presse à sept journalistes qui couvraient cette affaire et la défense judiciaire des deux journalistes.

Le journaliste **cambodgien** Khim Sambo a été abattu en juillet alors qu'il circulait à moto avec son fils, qui a également succombé à cette attaque. Sambo couvrait fréquemment la corruption et le népotisme au sein du Parti du Peuple cambodgien (CPP) au pouvoir. Plusieurs entreprises de presse locales ont rapporté que le chef de la police nationale, Hok Lundy, pourrait être impliqué dans l'assassinat de Sambo et que la police couvrait ce crime. La liberté de la presse au Cambodge reste fragile et les reportages des médias sur la corruption gouvernementale, les affaires politiques et l'expropriation foncière se sont traduits par plusieurs attaques contre les journalistes. Les pressions sur les médias ont été particulièrement évidentes lors des élections parlementaires de juillet, la couverture des médias étant largement dominée par le parti au pouvoir, le CPP.

Les journalistes aux **Philippines** ont été violemment ciblés ces derniers mois pour des articles jugés défavorables. Quatre journalistes ont été assassinés depuis le mois de juin : le journaliste radio Aristeo Padrigao, reporter à Radyo Natin, a été abattu le 17 novembre ; l'animatrice de la radio DXMD, Dennis Cuesta, a été atteint par plusieurs balles et est décédé à l'hôpital le 9 août ; Martin Roxas, le directeur de programme de la station de radio DYVR, a été tué à bout portant le 7 août ; le journaliste Robert Sison, reporter à l'hebdomadaire *Regional Bulletin*, a été abattu le 1er juillet. On pense que toutes ces attaques sont liées aux enquêtes des victimes sur la corruption, le crime et la gouvernance locale. Des journalistes ont également été souvent visés lors des échanges de tirs entre le Front de libération islamique Moro (MILF) et les forces gouvernementales philippines, qui ont repris en août.

La violence liée à l'instabilité politique en **Afghanistan** continue de mettre en difficulté la presse locale et internationale. Début juin, Abdul Samad Rohani, un journaliste travaillant pour la BBC, a été enlevé et tué. Rohani avait reçu des menaces téléphoniques l'accusant de soutenir le gouvernement de Kaboul et de boycotter les informations publiées par les Taliban. Les pressions exercées sur la liberté d'expression par le pouvoir judiciaire se poursuivent. Le 21 octobre, une cour d'appel de Kaboul a annulé la condamnation à mort infligée à l'étudiant Parwez Kambakhsh par un tribunal inférieur à Mazar-i-Sharif en janvier, mais a maintenu l'accusation d'impression et de distribution et d'articles blasphématoires, le condamnant à 20 ans de prison. Dans une affaire similaire, un ex-journaliste et un éditeur, Ahmed Ghous Zalmai et Mullah Qari Mushtaq, ont tous les deux été condamnés le 11 septembre à 20 ans de prison pour avoir fait publié une traduction en dari (persan) du Coran en omettant d'imprimer la version originale en arabe.



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

La violence croissante contre les journalistes au **Pakistan**, notamment à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan et dans les zones tribales contrôlées par les Taliban, s'est traduite par quatre journalistes tués et de nombreux journalistes blessés depuis juin. Mohammad Azim Leghari, reporter au journal *Halchal* et à la chaîne de télévision en sindh Dharti TV, a été abattu le 15 août ; Abdul Aziz Shaheen, qui travaillait au quotidien local en ourdou *Azadi*, faisait partie des 25 personnes au moins qui ont été tuées lors d'une frappe aérienne le 29 août alors qu'elles se trouvaient aux mains d'un groupe de Taliban ; Abdul Razzak Johra, reporter à la chaîne Royal TV, aurait été assassiné le 3 novembre par des trafiquants de drogue locaux ; Qari Mohammad Shoaib, reporter aux quotidiens *Azadi* et *Khabar Kar*, a été abattu à Mingora le 8 novembre. De nombreux journalistes des zones tribales du Pakistan ont fui et se sont installés dans d'autres parties du pays par crainte d'attaques et de représailles des Taliban.

Le nombre croissant de journalistes attaqués et assassinés en **Inde** a placé ce pays sur la carte des environnements dangereux pour les professionnels des médias. Trois journalistes ont été tués rien qu'en novembre. Vikas Ranjan, reporter au quotidien hindi *Hindustan*, a été assassiné le 25 novembre. Selon des sources locales, Ranjan faisait l'objet de fréquentes menaces pour ses investigations. Ce meurtre est survenu quelques jours après qu'un correspondant du quotidien *Amar Asom* en assamais, Jagajit Saikia, eut été abattu par un groupe d'hommes armés alors qu'il quittait son bureau dans l'état d'Assam, au nord-est de l'Inde. Saikia commentait souvent les rivalités entre les groupes armés luttant pour le contrôle de Kokrajhar et les districts voisins. Konsam Rishikanta, un jeune journaliste stagiaire employé par *Imphal Free Press*, un quotidien privé de langue anglaise, a été tué le 17 novembre à Imphal, la capitale de l'état de Manipur, au nord-est du pays. Des journalistes du Manipur et d'autres provinces du nord de l'Inde sont souvent la cible des forces de sécurité et des séparatistes armés. Dans un incident précédent, les forces de sécurité ont abattu le 13 août le caméraman Javed Ahmed Mir alors qu'il couvrait des manifestations et des débordements de violence dans l'état de Jammu et du Cachemire, au nord du pays. Les autorités ont imposé de sévères restrictions sur les employés des médias dans ces deux états du nord, où a été instauré un couvre-feu. Les chaînes de TV locales sont censurées, et le couvre-feu empêche les journaux d'imprimer et de distribuer leurs éditions quotidiennes.

Les journalistes qui tentent de couvrir en toute indépendance le conflit actuel entre les forces gouvernementales et les séparatistes tamouls au **Sri Lanka** ne peuvent pas accéder librement aux zones du conflit. Ils sont fréquemment menacés et attaqués par toutes les parties impliquées. Un journaliste a été tué dans un attentat à la bombe à Anuradhapura, et un autre grièvement blessé lors d'une fusillade à Batticaloa depuis le mois de juin. Les réglementations sur les médias publiées le 10 octobre par le Gouvernement sri-lankais prévoient un certain nombre de cas où les licences de diffusion peuvent être annulées, notamment pour sept motifs liés au contenu audiovisuel. Les autorités ont continué à dénoncer publiquement les médias et à utiliser l'appareil judiciaire, policier et militaire pour réduire les critiques au silence.

Les affrontements entre les manifestants pro et anti-gouvernementaux début septembre ont été utilisés par le gouvernement comme une excuse pour resserrer son emprise sur les médias indépendants en **Thaïlande**. Les journalistes qui couvrent la corruption et les conflits sont fréquemment attaqués, et quatre journalistes ont été tués au cours du second semestre 2008. Un reporter du quotidien *Matichon*, Chaiyanurat Athiwat, a été retrouvé mort à son domicile le 1er



Association Mondiale des Journaux

WORLD ASSOCIATION OF NEWSPAPERS • ASOCIACIÓN MUNDIAL DE PERIÓDICOS • WELTVERBAND DER ZEITUNGEN

août. Des officiels influents de la province de Nakorn Sri Thammarat étaient "mécontents" de ses reportages sur la corruption locale, selon des sources locales. Chalee Boonsawat, un reporter du plus grand quotidien du pays *Thai Rath*, a été tué le 21 août alors qu'il couvrait une explosion au sud de la Thaïlande. Jaruek Rangcharoen, qui couvrait la corruption pour le journal *Matichon* a été abattu de plusieurs balles dans la tête le 27 septembre dans la province de Suphan Buri, au centre du pays. Wallop Bounsampop, le rédacteur en chef de *Den Siam*, a été tué le 5 octobre.